

# Observatoire Climat : Tour d'Horizon Hauts-de-France et Comité des partenaires

Mise à jour le 12 octobre 2017

Dans notre région, le changement climatique se manifeste déjà clairement. Que nous enseignent les observations disponibles sur l'évolution des données du climat ? Quels sont les risques ? Quelles sont les réactions possibles et comment sont-elles mises en œuvre dans la région Hauts-de-France ? Découvrez l'essentiel des réponses ici !

## DANS NOTRE RÉGION, LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST DÉJÀ LÀ

### Des indicateurs qui convergent

Températures à la hausse, baisse du nombre de jours de gel, augmentation du nombre de jours de forte pluie - particulièrement sur le littoral -, hausse du niveau de la mer... Les observations réalisées depuis le milieu des années 50 l'attestent : le [climat de notre région a changé et continue de changer](#). Les impacts sont mesurés et significatifs :

- **Température moyenne** : + 1,75°C à Lille, entre 1955 et 2016, soit + 0,29°C sur une décennie. La hausse est plus rapide à l'échelle de notre région qu'à l'échelle de la planète (+ 0,22°C/décennie).
- **Nombre de jours de gel** : en tendance, le nombre de jours de gel diminue fortement dans notre région, en particulier sur le littoral. Sur la période 1955-2016, le nombre moyen de jours de gel est de 27 jours. Mais rien de comparable entre les 62 jours de gel de l'année 1955 et les 11 jours de l'année 2016 ! La projection de la tendance actuelle amène à une **absence complète des jours de gel à Boulogne-sur-Mer en 2055**.
- **Davantage de fortes pluies** : à Boulogne-sur-Mer, on observe une progression régulière des jours de fortes pluies (précipitations supérieures à 10 mm) : + 1,9 jour en moyenne sur une décennie. La progression est moins perceptible à l'intérieur des terres.
- **Une nette évolution à la hausse du niveau de la mer** : à Dunkerque, les relevés indiquent une hausse du niveau de la mer de 9,5 cm entre 1956 et 2016, ce qui correspond à une vitesse d'élévation de **1,6 cm par décennie**. Ce phénomène s'explique par la dilatation des masses d'eau océaniques et la fonte des glaciers provoquées par l'augmentation de la température à la surface du globe.

« Selon le scénario le plus optimiste en matière d'émissions de gaz à effet de serre, le climat de Lille en 2080 sera proche du climat actuel d'Angers. Selon le plus pessimiste, il sera semblable à celui de Carcassonne. »

### Une situation qui amène de vrais risques

Les risques météo-sensibles sont les risques dits « naturels » qui peuvent être aggravés par le changement climatique. Au vu de la géographie de la région et de la répartition des populations, c'est évidemment les risques d'inondation et de submersion marine qui sont les plus forts. **76 % des communes de l'ex-Nord-Pas de Calais et 22 % de celles de l'ex-Picardie présentent une exposition forte à ces risques météo-sensibles.**

D'autres risques moins directement perceptibles sont liés au changement climatique, et surtout à l'augmentation des températures ; **c'est le cas de la pollution atmosphérique.** Les épisodes de pollution pourraient devenir plus fréquents et plus intenses dans notre région. Et nous confronter à un enjeu sanitaire inédit.

**La biodiversité est également directement touchée par les évolutions climatiques.** Feuillaison plus précoce des arbres, arrêt de la migration de certains oiseaux, comme les **cigognes blanches** : ces phénomènes observés depuis quelques années sont clairement liés au changement climatique.

## **LES ÉMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE SONT LES MOTEURS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE**

En France, en 2013, 79 % des émissions de gaz à effet de serre anthropiques (produites par l'activité humaine) étaient liées à l'utilisation d'énergie (pour les transports, l'activité industrielle, le traitement des déchets, le chauffage résidentiel-tertiaire...), elle-même aux 2/3 produite à partir de combustibles fossiles. Ce constat est évidemment transposable dans les Hauts-de-France. Si l'on observe une **hausse récente des émissions de gaz à effet de serre** due à la reprise économique, la tendance générale reste à la baisse dans des proportions toutefois très insuffisantes pour atteindre les engagements de la France au niveau international.

**Chiffres clés : 11,3 t éq CO<sub>2</sub>/habitant/an en Hauts-de-France contre 7 t éq CO<sub>2</sub> en moyenne en France – l'industrie restant le premier émetteur régional.**

Il faut également noter qu'on ne parle ici que des émissions produites directement sur le territoire. Il est aussi possible de comptabiliser les émissions qui sont générées hors du territoire mais en lien avec l'activité de ses habitants. On compterait en ce cas par exemple les émissions induites par la fabrication des objets produits à l'étranger mais achetés par les habitants des Hauts-de-France. Ces méthodes, plus récentes, rendent mieux compte des leviers d'action du territoire pour limiter les émissions au niveau mondial et ne donneraient pas nécessairement une tendance générale à la baisse.

### **Sur la voie d'une stabilisation de la consommation régionale d'énergie...**

On observe une stabilisation de la consommation régionale d'énergie. Si celle-ci est, en 2014, supérieure de 8,2 % à celle de 1990, elle reste inférieure de 19,2% au pic de 2002. On observe aussi que « l'intensité énergétique » de l'économie évolue favorablement : le rapport de la consommation énergétique au PIB

baisse. Parallèlement, le **mix énergétique** de la consommation évolue : moins de charbon, plus de place pour les réseaux de chaleur notamment et **davantage d'énergies renouvelables** : elles représentent en 2015, 8,1 % de la consommation régionale totale (bois énergie, éolien, solaire, biogaz,...).

### **... pour l'instant insuffisante**

Cela étant, des disparités existent entre les différents secteurs d'activités et les trajectoires de réduction ne sont pas encore à la hauteur des objectifs nationaux et régionaux. En Hauts-de-France, si notre industrie reste en tête de la consommation d'énergie (41% contre 19% au niveau national), celle des transports et du résidentiel a connu des hausses importantes entre 1990 et 2014 : + 28% pour les transports ; + 25% pour le résidentiel. Principaux facteurs explicatifs : Pour les transports, l'augmentation de la population et du parc de véhicules et l'accroissement des distances parcourues ; Pour le secteur résidentiel, l'augmentation du parc bâti et le fait que celui-ci soit plutôt ancien et énergivore.

- **Les déchets, un potentiel de réduction des gaz à effet de serre...**À la fois source d'émissions et d'évitement de GES, le tri des déchets a permis de doper de **nouvelles filières de traitement** que sont la valorisation matière et la récupération d'énergie.
- **Le secteur de l'agriculture et de la sylviculture reste à l'origine de 15% des émissions régionales.** Les émissions de gaz à effet de serre agricoles proviennent principalement de la gestion des sols (épandage, fertilisation) et du méthane émis par les ruminants. Elles sont plutôt à la hausse en raison de l'augmentation de la production végétale).

## **DES RIPOSTES QUI AVANCENT**

En région Hauts-de-France, l'Observatoire suit également les « réponses » apportées aux enjeux « climat » au travers d'indicateurs quantitatifs.

**37 territoires** (échelle des EPCI), représentant plus de la **moitié de la population régionale**, se sont engagés dans la nouvelle génération de « **plan climat** », les PCAET (Plan climat-air-énergie territorial), plans d'actions pour lutter contre la pollution de l'air, le changement climatique et adapter le territoire aux changements déjà en cours.

**Dans certains champs d'action, les efforts sont importants et mesurables.**

- **Réhabilitation du bâti** : en 2015, **45 000 logements** (parc social et privé) ont fait l'objet d'une rénovation énergétique. Mais il faut encore améliorer le niveau de performance de ces rénovations, aujourd'hui insuffisant dans la majorité des cas. En 2016, près de **20 000 foyers** ont bénéficié des conseils des espaces info énergie, générant un montant de travaux de rénovation énergétique de 80 millions d'euros.
- **La dynamique de la « troisième révolution industrielle »** : en 2016, 700 acteurs (collectifs, entreprises, territoires...) ont engagé des actions en faveur d'une économie plus sobre en ressources et plus responsable.
- **L'usage des sols engendre des flux de CO2 longtemps non pris en compte** : les sols non urbanisés (forêt, prairies, cultures) stockent 2 à 3 fois plus de carbone que l'atmosphère. Leur artificialisation provoque donc d'importantes émissions des gaz à effet de serre. En 2012, les Hauts de France ont encore urbanisé près de 800 ha supplémentaires même si, depuis 2009, le rythme de cette extension urbaine diminue de façon constante.
- **66 000 salariés dans les activités vertes en 2014** : Ces activités produisent des biens ou services ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles. Sont ajoutées des activités périphériques agissant en faveur d'une meilleure qualité environnementale (sans que ce soit leur finalité première). En hausse de +0,6% depuis 2010, tandis que l'emploi régional est en baisse de +1,7%

## L'OBSERVATOIRE CLIMAT : UNE VIGIE POUR LE CLIMAT

L'Observatoire Climat des Hauts-de-France couvre largement la question du changement climatique en partant des émissions de gaz à effet de serre, en qualifiant la réalité du changement climatique observé dans notre région et ses effets sur la biodiversité, la santé,...

Son but : que les enjeux climat pèsent toujours davantage dans les choix et les décisions de chacun. Mais l'Observatoire Climat entend aussi prolonger son regard sur les solutions apportées pour réduire notre impact sur le climat !

Concrètement, l'Observatoire Climat a pour missions de :

- **Collecter** les données et fournir les chiffres nécessaires à la prise de décision ;
- Aider à **suivre les politiques publiques** ;
- Constituer un **espace d'échanges et d'animation** pour le réseau des acteurs de l'observatoire autour de l'énergie et du climat.

Il est porté par le [Centre de Ressource du Développement Durable](#) (CERDD) et piloté par 5 institutions : l'Etat (DREAL), le Conseil Régional Hauts-de-France, le Département du Pas-de-Calais, le Département du Nord et l'ADEME.

Tour d'Horizon Climat-Énergie Hauts-de-France

Si vous ne parvenez pas à consulter le document, [cliquez ici](#).

**[>> Retrouvez toutes ces données dans le Tour d'Horizon Énergie-Climat 2017](#)**